

Lettre du secrétariat du PCR aux adhérentes et adhérents

APPEL AU GRAND RASSEMBLEMENT DIMANCHE À SAINT-LOUIS

Voici le contenu de l'appel lancé hier par la direction du Parti aux membres du PCR, pour un rassemblement dimanche à Saint-Louis.

Cher(e) Camarade,

Dans deux mois exactement, le 23 mars 2014, aura lieu le 1^{er} tour des élections municipales. C'est un scrutin important pour la vie quotidienne de chaque citoyen et de chaque citoyenne de La Réunion. Ce scrutin pèsera sur les autres élections à venir.

Les Réunionnaises et les Réunionnais doivent se mobiliser massivement pour ces municipales, car jamais, ils n'ont vécu une situation économique, sociale et environnementale aussi grave et qui ira en s'aggravant encore, si rien ne change.

Face à une telle situation, il est du devoir de notre Parti de proposer des solutions répondant à l'urgence sociale et préparant



Après Le Port le 20 octobre dernier (notre photo), le PCR tiendra un grand rassemblement samedi à Saint-Louis, dans le quartier de Bel-Air.

notre pays à relever les grands défis qui se posent à lui pour l'avenir immédiat et à plus long terme.

Pour partager tous ensemble l'analyse de la situation actuelle dans le monde, l'Europe, en France, dans notre région et à La Réunion;

Pour discuter ensemble des propositions à soumettre au peuple réunionnais, pour qu'il s'unisse sur l'essentiel à l'oc-

casion des futures élections;
Nous t'invitons au grand rassemblement que le Parti organise le **Dimanche 26 Janvier 2014, de 8h30 à 12h00** à Saint Louis près

du Score Bel Air, quartier de l'Etang
Nous comptons sur ta présence,

*Pour le Secrétariat,
le 20 janvier 2014 au Port:
Maurice Gironcel, Ary Yee Chong Tchi Kan,
Fabrice Hoarau, Yvan Dejean*

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
EMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr
EMAIL PUBLICITE : pub.tem@orange.fr

Édito

Au bord de la catastrophe sanitaire, économique et environnementale

Pendant que nous subissons la chaleur, l'hémisphère Nord est en hiver. Cela signifie pour eux que c'est le moment de l'année où les températures sont les plus froides. C'est aussi la période la moins favorable aux moustiques. Et aux Antilles, le chikungunya commence à faire des dégâts, avec une personne décédée.

En 2005, La Réunion était dans cette situation. Au cœur de l'hiver, la menace était là. Seul le Parti communiste réunionnais mobilisait pour que les autorités disent toute la vérité sur l'état de l'épidémie, et prennent les mesures nécessaires pour empêcher les moustiques porteurs du chikungunya de se développer. Car même si le paludisme avait été éradiqué, la situation géographique de La Réunion n'a pas changé, c'est une île tropicale, susceptible d'être touchée par un virus transmis par les moustiques.

Mais la réponse des autorités n'a pas été à la hauteur. Entre retard à l'allumage et opacité, l'épidémie a eu le temps de s'installer. Quand l'été est arrivé, c'était la catastrophe. C'est alors que la tactique habituelle est apparue: faire venir des spécialistes et des renforts d'un autre hémisphère, et ne pas écouter les Réunionnais. Des produits toxiques ont alors été déversés sur les Réunionnais.

Le PCR continuait de mener le combat et sa sénatrice, Gélita Hoarau, réussit à alerter l'opinion en France sur l'ampleur de la catastrophe et des erreurs commises. 250.000 personnes contaminées, des centaines de morts, une économie au ralenti et une catastrophe environnementale. Au lieu des produits chimiques préconisés par un spécialiste venu des Antilles, le PCR proposait l'utilisation de produits biologiques comme le Bti. La commune du Port s'est élevée contre la méthode imposée par les autorités, et elle a mis en avant l'implication de la population pour gagner le combat contre l'épidémie. Au plus fort de la crise, le Premier ministre s'est déplacé en personne. C'est là que Paul Vergès lui a présenté le projet de Centre hospitalier universitaire.

Les autorités ont-elles tiré des leçons de la crise subie par La Réunion. Lorsque l'on constate que l'épidémie n'est pas officiellement déclarée aux Antilles, et quand on voit que le premier décès est présenté comme causé indirectement par le chikungunya, il y a de quoi se poser s'inquiéter. Avant l'arrivée de l'été septentrional, il reste peu de temps pour agir. Les Antilles sont au bord de la catastrophe sanitaire, économique et environnementale.

J.B.

Selon un rapport annuel sur les risques mondiaux

«Le fossé riches-pauvres, principal risque pour le monde»... ..Et pour La Réunion?

Les conclusions d'un rapport du Forum économique mondial montre que les inégalités sont la source de graves affrontements durant les années à venir. De quoi s'inquiéter sur les conséquences pour La Réunion du maintien des inégalités.

«Le fossé persistant entre les revenus des citoyens les plus riches et ceux des plus pauvres est considéré comme le risque susceptible de provoquer les dégâts les plus graves dans le monde au cours de la prochaine décennie», indique le Forum économique mondial (WEF) dans son rapport annuel sur les risques mondiaux présenté à Londres. Selon l'enquête du Forum à laquelle ont participé plus de 700 experts mondiaux, les événements météorologiques extrêmes, le chômage, le changement climatique et les cyberattaques viennent ensuite dans la hiérarchie des risques les plus à même «de provoquer un choc systémique à l'échelle mondiale». «Nos vies changent à un rythme sans précédent. Les transformations à l'œuvre dans l'économie, l'environnement, la géopolitique, la société et la technologie, offrent des opportunités sans pareil mais les interconnexions entre elles entraînent également une augmentation des risques systémiques», selon Klaus Schwab, fondateur et président exécutif du Forum économique mondial. «Les entreprises, les gouvernements, la société civile font face à la nécessité de faire évoluer impérativement la compréhension et la gestion de l'émergence de risques globaux qui, par définition, ne respectent pas les frontières nationales», souligne-t-il, cité dans le rapport. Publié une semaine avant la 44e édition du Forum de Davos qui se tiendra du 22 au 25 janvier, le rapport du WEF cite également les crises budgétaires, une éventuelle crise de l'eau parmi les risques les plus préoccupants aujourd'hui ainsi que le risque croissant de «cybergeddon» (défaillance massive des systèmes informatiques, qui aurait des conséquences catas-



Le maintien de la moitié de la population en dessous du seuil de pauvreté est le résultat avant tout de choix politiques pris à contre-courant du développement

trophiques pour l'économie mondiale).

Et à La Réunion?

Lorsqu'on lit ces informations très importantes, on peut se poser la question: est-ce que La Réunion n'est pas aussi et particulièrement concernée par ce «fossé persistant entre les revenus des citoyens les plus

riches et ceux des plus pauvres»? Autrement dit, par l'apartheid social institutionnalisé par l'État français dans notre pays? Les graves dégâts provoqués à La Réunion par ce système social injuste ne vont-ils pas s'aggraver, si l'on n'installe pas d'urgence un pacte social réunionnais équitable. Qu'en pensent les plus riches qui sont au pouvoir?

Pluies en France

S'adapter pour faire face aux intempéries

Les inondations et glissements de terrain meurtriers dans le Var sont le fait d'une montée des précipitations. Cependant, le niveau des pluies n'a pas été aussi élevé que celui constaté à La Réunion lors du dernier cyclone. Pourtant, le département du Var a été dévasté par les eaux.

Haussées inondées, routes endommagées et bloquées, arbres effondrés sur les voies empêchant tout déplacement, de nombreux dégâts sont à constater dans le sud-ouest de la France, après l'épisode pluvieux de ces derniers jours. Face à ce constat, il

paraît nécessaire pour les autorités locales de prendre en compte l'évolution des changements climatiques et de leurs impacts financiers, matériels et humains.

L'adaptation du territoire à ces changements devra être menée à l'aube de la grande conférence internationale sur



Chaque nouvelle catastrophe naturelle raisonne comme un plaidoyer pour lancer d'urgence le chantier de l'adaptation au changement climatique.

le climat de Paris en 2015. Une adaptation et un aménagement des territoires devraient être engagés pour éviter que des phénomènes

climatiques (inondations, glissement de terrain, sécheresse, neige, ...) puissent détruire une grande partie des infrastructures.

Concurrence redoutable pour les planteurs de La Réunion

L'Inde va exporter du sucre sur le marché mondial

Trois ans avant l'application de la fin du quota sucrier pour La Réunion, un géant du secteur se met sur les rangs pour concurrencer la production des planteurs. L'Inde a en effet décidé d'exporter son sucre, malgré un marché mondial saturé.

En 2017, ce sera la fin du quota de 300.000 tonnes de sucre pour la production réunionnaise exportée en Europe. Cela veut dire qu'à compter de 2017, les usiniers n'auront plus la certitude de pouvoir écouler toute la production à un prix minimum garanti par un règlement européen.

Par conséquent, cela place le sucre réunionnais en concurrence avec les autres pays producteurs qui exportent eux aussi vers l'Europe, qui reste le plus grand marché solvable du monde.

D'ores et déjà, les pays dit PMA peuvent exporter leur production vers l'Europe sans quota ni droit de douane. Cela concerne dans notre région le Mozambique, la Tanzanie, le Malawi entre autre. Depuis 2009, les Mauriciens n'ont plus de quota, ils sont donc depuis 4 ans confrontés à la concurrence de ces pays. Cela a amené la transformation de l'industrie sucrière en industrie de la canne, avec l'ouverture d'une part importante de l'actionariat des usines aux planteurs. De plus, le sucre mauricien exporté est désormais du sucre de canne blanc, plus rémunérateur que le sucre

roux. Mais cette transformation s'est accomplie en plusieurs années, en plus de trois ans en tout cas.

Echéance 2017

L'échéance 2017 est porteuse de nombreuses inconnues pour les planteurs réunionnais. En effet, jusqu'à présent le prix nu usine, soit le prix payé par l'usinier au planteur, était avant tout défini en fonction du prix garanti du sucre brut sur le marché européen. Mais après 2017, ce prix garanti n'existera plus. Tout dépendra alors de l'équilibre entre l'offre et la demande. Plus il y aura de sucre sur le marché, plus il sera difficile de vendre le sucre réunionnais à son prix minimal actuel.

Or, hier, Radio France internationale a annoncé une nouvelle décisive. Son émission «Chronique des matières premières» était consacrée à la décision prise par l'Inde d'exporter son sucre.

L'Inde est le deuxième producteur mondial derrière le Brésil. Mais dans ce pays de plus d'un milliard d'habitants, les conditions climatiques de ces dernières années ont été extrêmement favorables à la plantation de canne à sucre. Les producteurs ont un stock de 9 millions de tonnes à écouler. De cette vente

dépend la rémunération des planteurs de cannes indiens.

«Les prix mondiaux du sucre vont continuer de fondre»

En Inde, les paysans forment 68% de la population, et ils ont la capacité de décider du sort d'une élection. 2014 est justement une année électorale en Inde, et pour soutenir les intérêts des usiniers et des planteurs, le gouvernement a décidé de subventionner les exportations.

«Jusqu'à 4 millions de tonnes de sucre brut indien pourraient rejoindre le marché international, déjà submergé par les récoltes pléthoriques du Brésil et de la Thaïlande. Les prix mondiaux du sucre vont continuer de fondre, ils ont déjà perdu la moitié de leur valeur en deux ans et demi», précise RFI.

Que restera alors comme place au sucre réunionnais dans trois ans?

C'est pour cette raison que l'urgence est une meilleure répartition des richesses de la filière canne, en valorisant au maximum tous les produits qui peuvent être tirés de cette plante.

M.M.



Malgré tous les efforts de productivité engagés par les planteurs réunionnais, comment pourront-ils concurrencer le sucre produit en Inde?

Chronique des matières premières de RFI

Le sucre de l'Inde va bientôt se déverser sur le marché mondial, ce qui risque d'aggraver encore le déclin des cours mondiaux. L'Inde n'a pas l'habitude d'exporter du sucre. Généralement, la production nationale, pourtant deuxième récolte au monde, a plutôt du mal à contenter les Indiens, premiers consommateurs de sucre de la planète. Mais depuis deux ans, la mousson fait des merveilles dans les champs de canne de l'Uttar Pradesh: la production indienne de sucre a dépassé 25 millions de tonnes deux années de rang, c'est bien plus que les besoins des Indiens. Avec un stock de près de 9 millions de tonnes de sucre cumulées, le marché indien est saturé, les prix indiens du sucre raffiné se sont du coup effondrés et, avec eux, les marges de l'industrie du raffinage. Car ces raffineurs indiens achètent la canne à sucre aux paysans à un prix fixé à l'avance par chacun des Etats. Au bout du compte, l'industrie sucrière indienne est endettée vis-à-vis des paysans, elle ne leur a versé que la moitié de leur dû depuis octobre 2012.

Mais 2014 est une année électorale, le vote paysan est crucial, le paiement des arriérés qu'on leur doit également! C'est pourquoi le gouvernement de New Delhi à coup sur coup décidé deux mesures pour soutenir l'industrie sucrière: l'équivalent d'un milliard de dollars de prêt sans intérêt aux raffineurs; et le 16 janvier dernier, l'annonce d'un soutien aux exportations de sucre non raffiné, qui pourraient, espère l'industrie indienne, trouver preneur auprès des raffineries étrangères, de plus en plus nombreuses, par exemple en Afrique. En résumé, des subventions pour combler l'écart entre les coûts indiens du broyage et les cours mondiaux très déprimés. Jusqu'à 4 millions de tonnes de sucre brut indien pourraient rejoindre le marché international, déjà submergé par les récoltes pléthoriques du Brésil et de la Thaïlande. Les prix mondiaux du sucre vont continuer de fondre, ils ont déjà perdu la moitié de leur valeur en deux ans et demi.

L'économie de la Chine maintient le rythme

Croissance chinoise en 2013 : 7,7%

L'économie chinoise a progressé en 2013 de 7,7% en glissement annuel, a annoncé lundi le Bureau d'Etat des Statistiques.

L'année dernière, le produit intérieur brut a atteint 56.880 milliards de yuans (9.310 milliards de dollars).

La croissance de l'économie chinoise s'est également

établie à 7,7% au quatrième trimestre, grâce aux mesures de stabilisation mises en œuvre par le gouvernement.

La production industrielle a augmenté de 9,7% en 2013, contre une croissance de

10% enregistrée en 2012, a annoncé lundi le Bureau d'Etat des Statistiques (BES). La production industrielle a, en outre, progressé de 9,7% en décembre en glissement annuel, en baisse de 0,3 point de pourcentage par rapport à novembre.

La production industrielle est un important indicateur de l'activité économique de 41 industries. Depuis 2011, les

chiffres ne couvrent que les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel dépasse 20 millions de yuans (3,27 millions de dollars).

Tous les secteurs majeurs ont affiché une croissance en glissement annuel de leur production en 2013, l'industrie automobile ayant pris la tête (+14,9%) grâce aux ventes record de 21,98 millions de véhicules. La production de produits chimiques a bondi

de 12,1%, tandis que la production de produits minéraux non métalliques a augmenté de 11,5%.

La production d'ordinateurs, des produits de télécommunications et électroniques a grimpé de 11,3%, tandis que la production de métaux ferreux et de ciment a respectivement progressé de 9,9% et 9,6%.

La production de textiles et d'acier brut a respecti-

vement augmenté de 8,7% et 7,5%, selon les statistiques du BES.

En décembre, l'activité industrielle était la plus dynamique dans les régions de l'ouest, qui ont affiché une croissance de 11,3%, tandis que le centre et l'est du pays ont connu respectivement une croissance de 10,5% et 8,9%.

(Source Chine Nouvelle)

Conférence d'André Oraison avec le Comité Solidarité Chagos La Réunion — 1 —

Plaidoyer pour le retour des Chagossiens sur leurs terres natales

Voici la première partie du texte condensé de la conférence tenue le 16 janvier dernier à la mairie de Saint-Denis par André Oraison, Professeur des Universités et membre du Comité Solidarité Chagos La Réunion. Une conférence intitulée: «Plaidoyer pour le retour des Chagossiens sur leurs terres natales». La première partie de ce texte est un rappel historique de la double déportation dont a été victime le peuple chagossien.

Voici plus de 30 ans que le Groupe Réfugiés Chagos (GRC), présidé par Olivier Bancoult, milite pour le retour des Chagossiens dans leur pays et la fin d'un cauchemar qui a surgi au début de la décennie «60». Dans un contexte de rivalité politique et idéologique Est-Ouest, un accord secret a en effet été conclu en 1961 par le Premier ministre britannique Harold Macmillan et le Président américain John Fitzgerald Kennedy.

Dans cet accord, les États-Unis s'engagent à installer une base militaire dans l'océan Indien pour défendre les intérêts de l'Occident à la double condition *sine qua non* que le territoire britannique retenu pour l'abriter échappe au processus de décolonisation et que sa population en soit entièrement évacuée. En contrepartie, ils offrent un rabais de 14 millions de dollars sur les missiles *Polaris* que les Anglais envisagent alors d'acheter pour équiper leurs sous-marins atomiques.

Suite à ce *deal*, plus tard avoué par le *State Department*, le Gouvernement de Londres crée, par un décret-loi du 8 novembre 1965, le *British Indian Ocean Territory* (BIOT), qui regroupe des dépendances des colonies anglaises de Maurice et des Seychelles: l'archipel mauricien des Chagos et trois îlots seychellois: Aldabra, Desroches et Farquhar. Réalisée à un moment où on a pu parler d'une *présence crépusculaire* de la Grande-Bretagne dans l'océan Indien, la création du BIOT a surpris: de fait, le BIOT est la dernière colonie créée par le Gouvernement de Londres et le dernier confetti de l'Empire britannique qui

subsiste dans l'océan Indien. Depuis la rétrocession d'Aldabra, Desroches et Farquhar aux Seychelles, en 1976, le BIOT se réduit aux seules îles Chagos. Les Anglais ont aussi été conduits à exiler tous les Chagossiens — pour la plupart vers Maurice — entre 1967 et 1973. Mais il faudra attendre 1975 pour que leur tragédie soit enfin connue. Dans son éditorial du 11 septembre 1975, le *Washington Post* souligne ainsi que les Chagossiens ont été traités d'une manière honteuse («*in a shameful way*»).

Descendants d'esclaves arrachés à l'Afrique par la France pour mettre en valeur les Mascareignes, puis Diego Garcia, Peros Banhos et Salomon, les Chagossiens vivaient en harmonie avec la nature selon un mode de vie qui était resté, jusqu'à leur exil, celui du temps de la marine à voile et des lampes à huile. En comparaison avec le combat quotidien pour leur survie à Port Louis, ceux qui sont nés aux Chagos décrivent leur pays comme un Éden merveilleux. C'est dire qu'il a bien fallu les forcer à partir.

Pour ce faire, le Commissaire du BIOT a d'abord racheté, le 3 avril 1967, les cocoteraies qu'une société exploitait aux Chagos: cette décision a eu pour effet de mettre fin à l'exploitation du coprah et de laisser sans emploi la plupart des «*Ilois*». En outre, les navires qui ravitaillaient les îles cessèrent, à partir de 1967, de les approvisionner. À la même époque, les administrations, les dispensaires et les écoles des Chagos sont fermés. Par la suite, le Commissaire édicte la criminelle ordonnance du 16 avril 1971, qui conduit ses habitants à l'exil. Assortie de



Le professeur Oraison jeudi dernier à Saint-Denis.

menaces d'expulsion, cette décision oblige en 1973 les derniers récalcitrants réfugiés à Peros Banhos à partir. Ainsi, après avoir été victimes d'une première déportation réalisée par des Français au 18^{ème} siècle pour des raisons économiques dans le sens Mascareignes-Cha-

gos, les Chagossiens sont victimes, deux siècles plus tard, d'une deuxième déportation décidée par les Britanniques pour des raisons militaires dans le sens Chagos-Mascareignes.

(à suivre)

» Di sak na pou di

A Saint-André, ni aime zot tout, oubli pa nou!

J'avais récemment dénoncé à travers un billet adressé à la presse l'attitude de certains candidats aux prochaines municipales, qui ne reculaient devant rien pour tenter de racoler quelques voix. Ce vendredi 17 janvier, à l'occasion de la procession du Cavadee, à Saint-André, certains ont franchi un pas de plus dans le ridicule le plus extrême.

En effet, le millier de pénitents qui a défilé depuis la Rivière du Mat les hauts jusqu'au temple du Petit Bazar avait attiré un public nombreux, sur le bord de la route et notamment à proximité de la Chapelle. C'est à cet endroit précisément qu'Eric Fruteau et son épouse (candidate aux municipales) ont pris place pour se faire remarquer. Jusque là, pourquoi pas?

Mais le plus étonnant, le couple Fruteau vivant jusqu'ici sur une autre planète, avait trouvé le courage de mettre de côté leur orgueil, leur fierté, et passé son temps à faire la bise à tout le monde, à tous les passants, pour ne pas dire à tout ce qui bougeait. Des personnes connues ou pas. Qui l'eut cru? Et comme il fallait s'y attendre, les commentaires et le moucatages sont allés bon train. Mais comment peut-on descendre aussi bas? Sans doute, C et Eric Fruteau, à travers leur comportement pitoyable, ont-ils voulu adresser un message au public Saint-Andréen, en lui disant «zot i voit ni embrasse à zot tout, donc ni aime zot tout, oubli pa nou pou zélection!» «Surtout oubli pa Claudy!» Quelle humiliation!

Paul Dennemont
Saint-André

Otè!

La rantré lékol la fine déza arivé ! Nou la pokor 20 zanvié !

Moin la ésay brans mon marmay si zak-tivité réèl, konkré, lo pié i tous a tèr, tèr a tèr minm... Dir,dir.

La lékol i amontr a zot plito lordinatèr, internèt, tablèt, fès-bouk.

Parl pa zot alim in fé po fé kui lo manzé; alé rod manzé lapin, trap in marto viin èd papa ténir in kofraz, apran fé béton, plant in pié salad... in pié tomat.

Bon la Didié Robert la di li lé pa kontan manière gouvernman fransé la trèt bann zélu Réyioné kan la fèt lo 30 inm aniversèr la Komisyon Oséan Indiin dann zil Sésèl.

Mé romark a ou, ou la fine war, dann liv marmay lékol, in programe listwar ou zéografi i parl nout rézion india oséanik; ou lafine war in profésèr lèt donn in tèkst mori, rodrig, sésélwa out zanfàn étidié la kaz; zotèr fransé oui; zanglé oui, mé kréol non.

La nou lé an plin sèzon siklonik, la pli, lo van la pokor fini... ou nora inn ti lanbéli mé mové tan var nni; ravine va ankor koulé; radié va ankor débordé; marmay va mank lékol; va dézorganiz tout zétablisman; si programe i fini pa tan pi marmay va ésoué zot zégzamin... pa grav di moman bann gro salèr sirindéksé 4000, 5000 ero i tonm dan la pos bann profésèr, prinsipo, provizèr ek provizèz gran talon!

Lané prosinn nou va rant ankor pli to... a pinn lo ti likèr zourdlan li fine dsann dann gozié i fodra artrap kayié, arkit lo paran po artourn dann klas, èk zinstitèr èk zistititris.

Zordi, mo fi i dmann a moin konm devoir po domin si mi koné lo mo «emphase», après lo mo «hyperbole»!

Mi di a toué kréol la lé loin, loin, loin minm! Falé dmann a moin «zarboutan», «pilié», soubasman!

Fodra in not lékol po nout bann zanfàn!

Justin